

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

**ARRÊTÉ n° 2012-DLP/BUPE-514** du **22 OCT. 2012**

**mettant en demeure la société TATA STEEL FRANCE RAIL (ex. CORUS RAIL)  
à HAYANGE de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE 60  
du 20 février 2011 dans un délai imparti.**

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.211-1, L.511-1, L.512-7 et R.512-31 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ-n° 2012-A-30 en date du 25 juin 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 d'autorisation d'exploiter sur le territoire de la commune d'HAYANGE (St Jacques) une unité de laminage et de parachèvement de profilés (rails) ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-DEDD/IC-221 du 24 octobre 2008, imposant à la société TATA STEEL FRANCE RAIL (ex. CORUS RAIL) la réalisation d'une étude technico-économique visant à supprimer voire diminuer le risque inondation de son site ;  
L'étude prescrite portait notamment sur les points suivants :

- entretien, nettoyage préliminaire, curage, des différents ouvrages et canaux ;
- inspection des différents ouvrages et canaux permettant d'en vérifier l'état et l'éventuelle nécessité de travaux de réfection ;
- dimensionnement, adéquation et tracé des ouvrages actuels par rapport au débit cinquantenal du cours d'eau, gains apportés en cas d'ouverture de la Fensch ;
- mise à jour des plans avec dimensions portées des sections / débits des différents ouvrages ;

**VU** l'arrêté n° 2011-DLP/BUPE-60 du 22 février 2011 imposant à la Société TATA STEEL FRANCE RAIL SA (ex CORUS RAIL) des prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation n°2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 15 octobre 2012 ;

Considérant que l'article L. 211-1 susvisé prévoit une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, gestion qui prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer notamment et en priorité la prévention des inondations et en second lieu la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;

Considérant que "la Vieille Fensch" canalisée et souterraine qui passe sous le site industriel collecte toujours des eaux de diverses origines dont certaines sont susceptibles d'être polluées ;

Considérant que le rapport d'Inspection de la "Vieille Fensch" par la Société BONNEVALLE SARL, visé supra, relève (page 31 et 55/81) deux zones polluées par des hydrocarbures respectivement aux repères 131 m côté droit et 256 m côté droit ; que ces polluants peuvent avoir provoqué une pollution des sols et des eaux souterraines et être entraînés vers la Fensch ;

Considérant que :

- le bilan factuel de l'état des milieux imposé à l'article 1-1 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 susvisé n'a pas été remis ;
- la mise en place des démarches de gestion imposée à l'article 1-2 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 susvisé ne peuvent se prévoir qu'à l'issue du bilan factuel ;

Considérant que la mise en place des mesures conservatoires imposée à l'article 3-1<sup>er</sup> alinéa pour limiter au maximum les émissions dans la Vieille Fensch (boudins oléophiles, barrages flottants, etc.) a été faite : *le récapitulatif des prélèvements d'eau en aval, réalisés tous les 15 jours depuis le 24 août 2011, transmis en avril 2012, montre qu'il y a apparemment peu d'impact sur l'eau de surface (HC < 1,1 mg/l) ;*

Considérant que l'identification des installations défaillantes imposée à l'article 3-2<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 susvisé n'a pas été réalisée ;

Considérant qu'en conséquence de ce qui précède, il convient que l'exploitant remette son rapport complet ainsi qu'en tant que de besoin, l'échéancier des travaux à prévoir dans un délai de 5 mois ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ de la mise en demeure**

La société TATA STEEL FRANCE RAIL SA sise à HAYANGE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1-1, 1-2 et d'identifier les installations défaillantes à l'origine de ces pollutions visées à l'article 3-2<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté n° 2011-DLP/BUPE-60 du 22 février 2011 :

- « de réaliser un bilan factuel de l'état des milieux, pour les deux zones de la Vieille Fensch polluées par des hydrocarbures. Cet état des lieux repose sur une série d'investigations, d'une étude historique, de vulnérabilité et/ou de l'état des milieux, plus ou moins lourdes selon les enjeux identifiés. »
- « de mettre en place les démarches de gestion, préférentiellement par le retrait des pollutions, des mesures de dépollution ou des aménagements, mais aussi en tant que de besoin des mesures de surveillance.

L'exploitant se fera de préférence assister par un organisme expert membre de l'Union des Professionnels de la Dépollution des Sites. »

### **Article 2 - délais**

Le rapport complet relatif aux dispositions de l'article 1 susvisées, incluant en tant que de besoin un échéancier des travaux est transmis à l'Inspection dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

**Article 3** : Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents

**Article 4** : En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

**Article 5** : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,  
Le Sous-préfet de THIONVILLE,  
Les inspecteurs des installations classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de HAYANGE où est implantée l'entreprise.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Olivier du CRAY